



DÉCLARATION DE YAMOOUSSOUKRO (1/2)

Adoptée à l'issue de la cérémonie de lancement de l'Académie de Bonne Gouvernance et du Leadership Anticorruption à vocation sous-régionale et de la Conférence internationale sur l'éducation comme levier de prévention efficace de la corruption

Yamoussoukro, le 25 avril 2025

Nous, participants à la Conférence internationale de Yamoussoukro, Représentants d'institutions nationales, régionales et internationales, d'organisations de la société civile, du secteur privé, du monde académique, des partenaires techniques et financiers, et de la jeunesse africaine engagée pour la bonne gouvernance,

Réunis à l'occasion du lancement de l'Académie de Bonne Gouvernance et du Leadership Anticorruption à vocation sous-régionale, en République de Côte d'Ivoire,

Inspirés par la Déclaration de Marrakech (2011) sur la prévention de la corruption, qui reconnaît l'importance centrale de l'éducation, de la sensibilisation et de la mobilisation des citoyens, en particulier des jeunes, comme piliers essentiels de la lutte contre la corruption,

Réaffirmant les engagements contenus dans la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC), la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, le protocole de la CEDEAO sur la lutte contre la corruption, et d'autres instruments juridiques régionaux et internationaux, notamment ceux qui consacrent l'éducation, la formation, la participation citoyenne et le renforcement des capacités comme leviers incontournables de la prévention,

Convaincus que la corruption ne pourra être éradiquée durablement que par une transformation profonde des mentalités, fondée sur des valeurs d'intégrité, d'éthique et de responsabilité, dès le plus jeune âge,

Déclarons ce qui suit :

1. Institutionnalisation de la Conférence de Yamoussoukro :

La présente Conférence internationale est désormais instituée comme un rendez-vous annuel de haut niveau, dédié à la réflexion, au dialogue, au partage d'expériences et à la diffusion des bonnes pratiques en matière d'éducation et de formation à l'intégrité dans la lutte contre la corruption.



DÉCLARATION DE YAMOOUSSOUKRO (2/2)

2.Reconnaissance de l'éducation comme "arme fatale" contre la corruption :

Nous affirmons que l'éducation à l'intégrité, à l'éthique et à la bonne gouvernance est le moyen le plus puissant, durable et transformateur pour prévenir la corruption. Elle doit être promue à tous les niveaux – de l'école primaire aux institutions supérieures – ainsi que dans la formation continue des agents publics et des leaders.

3.Appui à l'Académie de Bonne Gouvernance et du Leadership Anticorruption :

Nous soutenons pleinement cette Académie en tant qu'institution d'excellence sous-régionale, dédiée à la formation de leaders intègres, à la recherche appliquée, à la certification des compétences en éthique publique, et à la diffusion d'une culture de la redevabilité.

4.Synergie des acteurs :

Nous appelons à une mobilisation concertée des États, des organisations régionales, des établissements éducatifs, de la société civile, des médias et du secteur privé pour soutenir l'intégration systématique de l'éducation à la bonne gouvernance dans les politiques publiques et les programmes scolaires.

5.Partage et innovation pédagogique :

Ce cadre sera également un espace pour l'innovation en matière de pédagogie de l'intégrité, la co-construction de programmes, l'expérimentation de méthodes participatives, l'élaboration d'outils numériques éducatifs, et la valorisation des projets portés par les jeunes.

6.Suivi et ancrage politique :

Nous proposons que chaque édition de la Conférence donne lieu à des recommandations opérationnelles, dont le suivi sera assuré par un comité scientifique et stratégique régional, en lien avec les autorités compétentes.

En proclamant cette Déclaration de Yamoussoukro, nous affirmons solennellement notre engagement collectif à faire de l'éducation l'arme fatale contre la corruption en Afrique et dans le monde, et à porter cette vision dans toutes les enceintes nationales, régionales et internationales.

Fait à Yamoussoukro,

Les participants à la Conférence